

La crise sociale des « gilets jaunes », révélateur des troubles

Le local et le global

Gina Stoiciu

DANS **SENS-DESSOUS 2021/1 N° 27**, PAGES 45 À 56
ÉDITIONS **ÉDITIONS DE L'ASSOCIATION PAROLES**

ISSN 1951-0519

DOI 10.3917/sdes.027.0045

Date de mise en ligne : 21/04/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-sens-dessous-2021-1-page-45?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'Association Paroles.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La crise sociale des « gilets jaunes », révélateur des troubles. Le local et le global

*Nous n'appartenons plus qu'à un seul monde.
Nous expérimentons des versions locales du monde et, en le faisant,
nous devons nous localiser dans le contexte le plus large du global.
Heather Voisey et Tim O Riordan (2001)*

Le déclencheur du mouvement des « gilets jaunes » en France, en novembre 2018, a été la proposition du gouvernement d'une taxe carbone. Ceux dont la survie dépendait de la voiture pour se rendre au travail, sortent dans la rue : « Nous réclamons les moyens de bien faire notre travail ». « Nous sommes le peuple ! Le peuple devrait contrôler les notes de frais parlementaires ». « Les patrons c'est nous ! » « Nous payons les parlementaires ! » Le mot d'ordre est lancé : « La France d'en bas » manifeste contre « La France d'en haut ». Progressivement la confrontation sera évoquée en termes de crise et de rupture entre le peuple et les dirigeants.

On considère que toute crise sociale est un révélateur signifiant des mécontentements, qui font irruption sous forme explosive, mettant en lumière les conflits manifestes et latents. On sait avec Edgar Morin (1968) qu'une crise unit en elle, de façon trouble et troublante, répulsive et attractive, le caractère accidentel, le caractère de nécessité et le caractère conflictuel des relations entre les acteurs impliqués. Notre question est la suivante : quel est le sens de cette crise dans son contexte local et global ? Sous le mode de la métaphore on associe la crise déclenchée par le mouvement des « gilets jaunes » à un volcan qui a explosé sans donner des signes d'éruption ; le volcan peut somnoler un moment, mais si rien ne

se fait pour remédier aux conflits manifestes et latents, le volcan peut se réveiller à tout moment.

La première partie est consacrée à la description du phénomène, sachant qu'une situation de crise est d'une grande richesse quand il s'agit de mettre en évidence les réalités les plus profondes, les moins conscientes et les plus significatives des conflits sociaux. La deuxième partie propose une lecture de la crise dans le contexte global, en lien avec les « troubles » du monde dans lequel on vit. Si nous expérimentons des versions locales du monde, tout événement local suscite « des rides », des répercussions qui enchaînent de multiples réactions et réponses. Le local est en fait une interface du global et le global sert de contexte explicatif des enjeux de fond. La troisième partie pose la question de la résurgence des populismes. Une enquête sur le soutien face aux « gilets jaunes » (Rouban, 2019) conclut que ceux qui le soutiennent se placent du côté du populisme fort. On se pose la question du lien entre, d'une part la colère accumulée par les classes populaires à cause des injustices sociales, de la délocalisation, la désindustrialisation et la démocratie défaillante et de l'autre, l'émergence du populisme du peuple et du populisme patrimonial.

L'analyse du mouvement des « gilets jaunes »

1.1 La dynamique de la crise.

Le mouvement des « gilets jaunes » a pris la forme de manifestations de rue, chaque samedi, pendant plus de 7 mois ; il a exprimé la colère des « oubliés » de la croissance et de la consultation démocratique. Nous avons suivi le déroulement du mouvement en termes de dynamique de crise, notamment avec les actualités sur France 2, France 24 et TV5 Monde¹. L'image imposée par les actualités à la télévision, fut le face-à-face des manifestants, parfois infiltrés par des casseurs et des casques de policiers, avec la fumée des gaz lacrymogènes au milieu. Ann Crignon (2019) a identifié la chronologie des slogans inscrits sur des pancartes, des banderoles ou sur le dos de leur gilet. Nous avons ainsi constaté, que d'un acte à l'autre, les slogans deviennent de plus en plus politisés². On peut aussi constater que les manifestants portaient un regard instruit sur la chose politique. Ne dit-on pas du peuple français qu'il est un « peuple intellectuel » ?

1.2 Les acteurs de la crise.

Le mouvement des « gilets jaunes » a été une confrontation entre les manifestants dans la rue et le gouvernement au pouvoir, *La République en marche* (LREM). Mais, le champ du pouvoir, comme le précisent Serge Halimi et Pierre Rimbart (2019), se déploie en plusieurs composantes distinctes qui sont parfois en concurrence : gouvernement, hauts fonctionnaires, patrons, intellectuels, journalistes, droite conservatrice et gauche modérée. LREM se présente comme porteuse d'une démocratie qui ne serait plus basée sur les dichotomies connues : droite/gauche,

capitalisme/socialisme, nationalistes/internationalistes, autoritaires/démocrates, mais plutôt sur les nouvelles dichotomies : raisonnables/radiciaux, ouverts/fermés, libéraux progressistes/populistes. La position de LREM serait raisonnable, progressiste et ouverte à la logique du marché.

Les manifestants étaient ouvriers, paysans, actifs et chômeurs, femmes et hommes, notamment des salariés, des travailleurs indépendants et des petits patrons qui venaient des petites villes et des espaces ruraux. Une tribune publiée dans le journal *Le Monde* de 12 décembre 2018, confirme la prédominance de personnes à « revenus modestes », avec des niveaux de qualification intermédiaires, « appartenant aux classes populaires ou à la « petite » classe moyenne ». On retient aussi cette idée « des migrants de l'intérieur », des individus animés par le sentiment qu'ils ont été quittés, abandonnés par leur propre pays (Latour. 2019). Le 4 mai 2019, sur le site du journal *Libération*, une pétition intitulée *On n'est pas dupes*, prenait position en faveur des manifestants : « Nous continuerons à nous indigner, plus fort, plus souvent, plus ensemble ». En fait, discrédités par le pouvoir, décrits parfois comme des violents et des casseurs, les « gilets jaunes » ont reçu l'appui de 1400 acteurs du monde de la culture, indice de la légitimité reconnue des revendications des manifestants.

1.3. Le pourquoi de la crise.

En automne 2018, le chef de l'État invitait un jeune horticulteur, demandeur d'emploi « à traverser la rue » pour trouver un emploi. Mais le jeune cherchait un travail dans sa spécialité. La petite phrase du chef de l'État deviendra un slogan fréquent des manifestants : « Tu es chômeur, tu n'as qu'à traverser la rue ». Selon Claude Poissenot (2018) la colère des « gilets jaunes » témoigne d'une société d'individus qui se pensent autonomes. Chacun vient avec sa colère personnelle et s'exprime comme individu autonome. La « société de consommation » est la traduction, pour l'accès aux biens et aux services, de cette évolution vers

1. 17 novembre 2018 : Vêtus d'un gilet jaune fluorescent, les manifestants occupent des ronds-points, bloquent des routes et les centres commerciaux. 1er décembre 2018 : L'Arc de Triomphe est tagué, ses salles d'exposition dégradées. 10 décembre 2018 : Emmanuel Macron fait des concessions : 100 euros pour les Smicards, heures supplémentaires sans impôts. 5 janvier 2019 : Nouveaux affrontements ; le gouvernement annonce une nouvelle loi « anticasseurs », votée le 12 mars. 15 janvier 2019 : Emmanuel Macron lance un grand débat, comme échange-marathon avec les maires, mais sans les « gilets jaunes ». 9 mars 2019 : Un creux de mobilisation. 16 mars 2019 : Violence sur Champs-Élysées avec pillages et incendies. Le gouvernement annonce l'interdiction des manifestations dans les quartiers « les plus touchés » en cas de présence d'« ultras ». Le 23 mars 2019 : Les Champs-Élysées sont interdits aux manifestants. 30 mars 2019 : Participation en baisse. En mai 2019 certains « gilets jaunes » se sont lancés dans la campagne des élections européennes.

2. « Paradis pour les uns, pas un radis pour les autres » (Paris, acte 4) ; « Le gilet jaune sera le lincoln du vieux monde » (Toulouse, acte 11) ; « Faites raquer les banquiers pas les ouvriers » (Paris, acte 12) ; « Arrête la pédagogie, on a tout compris » (Paris, acte 12) ; « Jo le Taxé » (Paris, acte 13) ; « Travail, consomme, obéis » (Saumur, acte 13) ; « Chômeuse en faim de droit » (Montpellier, acte 13) ; « Macron et les 40 voleurs » (Paris, acte 14) ; « Mort au capitalisme, longue vie aux valeurs humanistes » (Lille, acte 16) ; « La reconquête de la démocratie » (Paris, acte 16) ; « Ton nouveau monde, j'en ai vraiment les larmes aux yeux » (Paris, acte 17) ; « Le climat n'attend pas » (Paris, acte 18) ; « Gilets jaunes 75 parachute doré », « Noël au rond-point, Pacques à l'Élysée » (acte 19).

l'individualisme qui concerne aussi le choix du conjoint, l'orientation sexuelle et professionnelle, les pratiques culturelles diversifiées. Un « porte-parole » des « gilets jaunes » déclarait ainsi sur France info le 28 novembre : « personne ne décide pour personne. Chacun doit rester libre et responsable. ». Dans la même lancée, François Dubet (2019) considère que la souffrance sociale n'est plus vécue comme une épreuve appelant des luttes collectives, mais comme une série d'injustices personnelles. Chacun de son côté se compare avec son voisin, avec ses proches et avec les riches. L'individu fait l'expérience de l'inégalité en tant qu'individu.

Peut-on pour autant, considérer le mouvement des « gilets jaunes » comme une contestation des individus? Si nous avons constaté une grande dispersion des revendications, au gré du déroulement de la crise, nous avons identifié trois « engagements thématiques », devenus des véritables facteurs d'agrégation : l'inégalité sociale, l'inégalité fiscale et une démocratie représentative défailante. Les mouvements ont révélé aussi le sentiment de mépris des dirigeants, mépris qui a fissuré le lien de confiance entre la « France d'en haut » et la « France d'en bas ». La colère des « oubliés » a témoigné d'un vitalisme qui nous fait penser à un véritable volcan menaçant. On a demandé à l'État de remplir son rôle de médiateur entre les privilégiés et « le peuple », et de veiller à la protection du pacte social sur lequel repose la stabilité d'un système démocratique. En fait, la crise a mis en évidence une double conscience, l'une individualiste et manifeste (la perception du pouvoir d'achat), l'autre collective et bien plus profonde (le sentiment de déclasserment social).

1.4. Un objet social non-identifié?

Le mouvement a été qualifié d'inédit pour plusieurs raisons. Il s'agissait d'un mouvement citoyen spontané, né à partir des réseaux sociaux. Les manifestants se sont constitués en groupes en dehors des partis et des syndicats et ont fait appel à des animateurs et blogueurs, comme médiateurs de dialogue. Ils ont refusé de se placer à gauche ou à droite. Le téléphone intelligent a servi de communication orale et d'image ; les manifestants filmaient ce qui se passait, pour la livrer comme narration collective, sur les réseaux sociaux. La longévité du mouvement a étonné tout le monde. Sans être programmé dans son déroulement, il a été reconduit, d'une semaine à l'autre. Comme un volcan pas prêt à s'éteindre.

La théâtralité du mouvement était inhabituelle ; le gilet jaune était un signifiant qu'on est en panne, qu'on cherche à alerter les autres du danger de la situation. Les ronds-points ont rendu possible une certaine unité de lieu, même si tous les rassemblements n'ont pas eu lieu sur des ronds-points. Notons aussi la mobilisation d'une population habituellement absente dans la contestation sociale ; celle-ci était animée par le sentiment que l'Union Européenne ne maîtrise plus les flux migratoires, et la sécurité des salariés face aux multinationales.

Lors de rassemblements il y avait de la communion, de l'émotion et de la chaleur humaine ; les échanges étaient davantage d'ordre affectif

qu'argumentatif. Chercher des explications rationnelles et attendre des manifestants des revendications parfaitement cohérentes reviendrait à manquer la part d'irrationnel propre à toute mobilisation. On retrouve dans le mouvement des « gilets jaunes », la France de la « fraternité vivante », dont parlait l'historien Jules Michelet (cité par Évelyne Piciller, 2019). Michelet dit que le peuple est le Héros de l'histoire et c'est autour du peuple que le monde, que la vie, que la science recommencent encore. Les simples, les silencieux, reconnaissent que c'est lui qui a le plus confondu son intérêt et sa destinée avec ceux de l'humanité et fondé pour toute la nation l'Évangile de l'égalité. C'est pourquoi quand il s'agit de son passé, de morale, de cœur et d'honneur, ne craignez pas, homme d'études, de vous laisser enseigner par lui.

On retrouve aussi l'esprit des « communautés émotionnelles », dont parle Maffesoli (1988) ; ces agrégations éphémères, ayant des compositions changeantes et des contours indéfinis. Or, le paradigme tribal comme perspective relationnelle et organique, est à l'opposé de la logique individualiste ; il nomme la carrière de l'individu, traversant différentes expériences relationnelles, lui conférant des formes d'identification multiple, qu'il faut probablement davantage entendre comme un vagabondage identitaire et social, plutôt que tropisme géographique, bien fixé dans ses frontières. Dans ce contexte de communion il n'est pas étonnant de constater la prévalence de l'imaginaire autour de différentes théories du complot. Du côté des dirigeants on a cru à des manigances étrangères, à des manipulations sur Facebook, dans le sens d'incitation étrangère à la révolte ; du côté des manifestants on a parlé de l'infiltration du mouvement par les casseurs, afin de légitimer l'intervention policière.

1.5. Comment sortir de la crise ?

Les dirigeants et le patronat ont voulu « régler » les tensions sociales avec de l'argent ; ils ont distribué, dans les premières semaines du mois de novembre 2018, des primes par-ci, de l'argent

Peut-on pour autant, considérer le mouvement des « gilets jaunes » comme une contestation des individus ? Si nous avons constaté une grande dispersion des revendications, au gré de déroulement de la crise, nous avons identifié trois « engagements thématiques », devenus des véritables facteurs d'agrégation : l'inégalité sociale, l'inégalité fiscale et une démocratie représentative défailante.

par-là, afin de calmer les esprits. Mais, face à la ténacité des manifestations, il y a eu la lettre du président Macron aux Français, publiée dans *L'Observateur* (14 janvier 2019), dans laquelle on reprend les interrogations exprimées par « le plus grand nombre d'entre nous » : les impôts, les services publics, la démocratie participative et la question de l'immigration. Le mot « nous » prend ici son sens symbolique et stratégique. Pour trouver des réponses aux revendications, Emmanuel Macron va lancer le « grand débat national », encadré et déplacé vers les mairies, mais sans les « gilets jaunes », lesquels, en réplique, ont lancé un « vrai débat citoyen », qui ne soit encadré ni dans les lieux, ni par des questionnaires élaborés dans le carcan du gouvernement. Les résultats du « grand débat national », et du « vrai débat » ont cumulé des centaines de milliers de doléances adressées à l'État. Comment seront analysées ces données et quelle serait la suite à donner à ces multiples doléances ? Comment le gouvernement pourrait résoudre des problématiques aussi globales, comme : « Taxons les riches », « Renversons le capitalisme », « Sauvons la planète », « La souveraineté nationale face à l'Union européenne », ou encore « Réduire les inégalités » ?

2. Le local et le global

2.1 La crise dans le contexte français.

Le mouvement « gilets jaunes » s'inscrit dans les traditions historiques, sociales et culturelles de la France. L'historien Gérard Noiriel (2018) nous explique que la France, en tant qu'État, s'est construite autour de l'impôt. Vous ne pouvez pas avoir d'État sans prélèvement d'impôts, ne serait-ce que pour payer les soldats ou la police. Il n'est pas étonnant que l'inégalité fiscale ait provoqué un sentiment de frustration individuelle et collective. Face à l'inégalité fiscale, les « gilets jaunes » ont proposé des impôts progressifs.

On peut se demander pourquoi cette crise a eu lieu en France, l'un des pays le moins inégalitaires ? En effet, les données de la Banque mondiale montrent que 62 % des Français appartiennent aux 10 % les plus riches du monde. En France, les inégalités sociales d'aujourd'hui sont moindres que celles des années 1970. Aussi paradoxalement que cela puisse paraître, les inégalités sont plus vite dénoncées, là où il y a plus d'égalité et d'effervescence démocratique.

Luc Rouban (2019) a réalisé une enquête sur un échantillon représentatif, pour évaluer le soutien aux manifestants. Bien qu'il soit difficile de tracer les contours des catégories sociales, notamment à cause du brouillage des frontières entre catégories moyennes et supérieures, il demeure, selon Rouban, que le mouvement a été soutenu par une alliance de catégories populaires et moyennes contre les classes supérieures. La recherche conclut que 62 % des enquêtés semblent se situer du côté du populisme fort, qui s'inscrit plutôt dans l'univers politique du *Rassemblement national* de Marine Le Pen. Le lien entre la crise et le populisme était ainsi fait.

2.2 La crise dans le contexte global.

Peut-on civiliser le néolibéralisme? Quels sont les freins qui empêchent le système aussi bien d'avancer que de reculer? En voici quelques-unes:

Liberté ou protectionnisme? Le mouvement des « gilets jaunes » a été comparé avec la crise de mai 1968, par sa radicalité. Mais les enjeux de la contestation sont-ils les mêmes? François Lenglet (2019) nous dit que, si l'enjeu de mai 1968 était « plus de libéralisation », la crise des « gilets jaunes » revendiquait « plus de protectionnisme ». On peut donc s'attendre au retour des frontières et des sentiments nationaux, ainsi qu'au retour de l'autorité de l'État.

Et la démocratie? Dans le temps long de l'histoire, on considérait le XIX^e siècle comme période libérale et le XX^e siècle comme période d'interventionnisme d'État. On a cru que la chute du communisme signifiait le triomphe du libéralisme, suivi de la victoire de la démocratie. Mais la démocratie ne semble pas le corollaire du néolibéralisme. La démocratie est devenue une idéologie, une utopie, ou encore, selon une formule éclairante du philosophe français Marcel Gauchet, une concurrence des démagogues. Si la démocratie représentative devient un frein au dialogue social, comment passer à la démocratie participative?

Le lobby des multinationales. Quelques firmes géantes dominent le marché. Les banquiers s'enrichissent en organisant des transactions entre les multinationales, et le capitalisme financier fait de l'argent avec l'argent des autres. Selon l'essayiste québécois Alain Deneault (2012), on peut résumer le pouvoir des multinationales en 12 verbes: comploter, coloniser, collaborer, corrompre, conquérir, relocaliser, exercer des pressions, polluer, vassaliser, nier, asservir, dominer. Comment protéger le patrimoine matériel, financier et spirituel du pays, face au rouleau compresseur de la mondialisation? Comment réagit l'État face aux multinationales pour protéger le salariat?

Le mouvement « gilets jaunes » s'inscrit dans les traditions historiques, sociales et culturelles de la France. L'historien Gérard Noiriel (2018) nous explique que la France, en tant qu'État, s'est construite autour de l'impôt.

La crise écologique. Désormais, les solutions qui s'imposent sont globales : importer moins, réduire les distances commerciales, pratiquer une agriculture biologique. Fred Vergas (2019) considère que le grand lobby des multinationales met en danger notre environnement vital : l'air, l'eau, les ressources alimentaires et les ressources minérales. L'humanité ne pourra pas résister à une crise écologique majeure dans l'horizon de la prochaine décennie, si rien ne se fait tout de suite. Comment freiner la prédation des ressources limitées par les multinationales ?

L'individualisme comme philosophie sociale exige de l'individu d'examiner continuellement son « moi », cette addition des illusions et des frustrations personnelles ; on attend de l'individu qu'il contrôle sa vie et qu'il répare son *moi* tombé en panne. Or, aussi autonome soit-il, l'individu a des attaches sociales qui l'amènent à vivre l'insuffisance collective. Trop d'individualisme et de morcellement favorise un idéal communautaire. Comme nous l'avons constaté, face à l'isolement, les manifestants se sont regroupés dans des rassemblements fraternels autour des difficultés communes ; on a évoqué « le peuple » face aux « privilégiés » qui sont à l'abri de l'insécurité sociale.

3. Le populisme du peuple et le populisme patrimonial

3.1 La résurgence des populismes.

Ce sont Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (1985) qui ont remis à la mode le terme de populisme, en le définissant non pas comme un régime politique, non pas comme un programme politique, mais comme une stratégie politique qui consiste à décider quels seraient les termes d'une grande controverse nationale. Dans une société complexe et fluctuante, où les identités se construisent dans de multiples relations sociales, la force propulsive vient désormais d'une multitude de mouvements sociaux : le féminisme, l'antiracisme, les luttes urbaines, les luttes anti-institutionnelles. Pour Yves Michaud (2016) les populismes prospèrent sur le fond des revendications et des fractures, leur donnant des atours démagogiques, les rassemblant enfin en une histoire de vaste complot des élites, du système, de la caste.

On peut se demander quelles sont les fractures qui divisent nos sociétés ? Il y a la fracture sociale entre l'élite mondialisée et les salariés, entre les privilégiés et les précaires. Il y a la fracture fiscale entre les salariés et les grands patrons. Évidemment, la fracture politique entre « le bas » et « le haut », le peuple et les dirigeants. Il y a une fracture financière entre les banques et les clients endettés. La fracture géographique entre les villes et la campagne, était souvent évoquée par les manifestants. N'oublions pas la fracture numérique entre ceux qui contrôlent le numérique (Google, Apple, Facebook, Amazon) et les usagers. Et la fracture culturelle entre la majorité nationale et les minorités fermées sur elles-mêmes. La fracture générationnelle entre les retraités et les jeunes sans travail. La guerre de

sexes. La fracture entre les nationaux et les immigrants. Le multiculturalisme, comme modèle de gestion de la diversité, crée parfois le sentiment que la nation devient une addition de minorités, un archipel dont les différences mettent en sourdine les ressemblances. Comme l'affirme Christophe Guilluy (2019), l'addition des minorités ne fait pas une majorité. Et une majorité relative sera toujours plus puissante que l'addition des minorités. Toutes ces fractures constituent souvent sujet de contestation dans plusieurs pays du monde.

3.2. « Populisme du peuple » en réplique aux « élites mondialisées »

Le sociologue américain Christopher Lasch (1996) va constater la rupture entre le sommet et la base, en mettant l'accent sur les solidarités interindividuelles, la nécessité d'une production et une gestion locale et du respect des traditions culturelles et historiques.

Il considère que « le populisme du peuple » est la voie intermédiaire entre socialisme et libéralisme. Lasch propose le terme « élites mondialisées », pour nommer ceux qui contrôlent les flux internationaux d'argent et d'informations. Ils dirigent le gouvernement, les ministères et les compagnies, ils sont des publicistes, des artistes connus, des journalistes, des programmeurs. Leur idéologie? La promotion du libéralisme, de l'autonomie individuelle, de la réussite individuelle, du dépassement de soi et du cosmopolitisme. Ces nouvelles élites sont les personnes qui se situent dans les 20 % supérieurs en termes de revenus. Ils se considèrent des citoyens du monde. Cette classe transnationale ne vit pas en proximité spatiale, politique et sociale comme leurs concitoyens. Ils perçoivent les « gens ordinaires » comme désespérément minables, ringards et provinciaux, peu au fait des évolutions du goût ou des modes intellectuelles, et abrutis par une surdose de télévision. Ils se (re) présentent comme détenteurs de l'intelligence, laquelle serait le fondement de leur pouvoir. Ce que « le peuple » voit comme protection sociale,

Comme nous l'avons constaté, face à l'isolement, les manifestants se sont regroupés dans des rassemblements fraternels autour des difficultés communes; on a évoqué « le peuple » face aux « privilégiés » qui sont à l'abri de l'insécurité sociale.

cette élite le voit comme un obstacle à leur épanouissement. Alors que « les élites mondialisées » voient le monde comme un immense marché, sans frontières, les salariés ressentent une perte du patrimoine industriel et agricole et la perte d'un style de vie. Alors que les élites réagissent comme citoyens du monde, les citoyens du pays se sentaient trahis dans leurs attachements à leur région, à leur pays. Le populisme du peuple apparaît comme une réplique légitime à l'élitisme des élites.

3.3. « Populisme patrimonial ».

« Le peuple » revendique de plus en plus la protection de la culture, de l'histoire et de « l'âme du peuple » ; le malaise identitaire est syndrome de dépossession matérielle et culturelle. Le syndrome « populisme patrimonial », concept qui appartient à Reynié Dominique (2013), semble trouver aujourd'hui des facteurs favorisant durables : l'intensification de la compétition économique face à une immigration mal contrôlée, la globalisation et à l'effondrement de l'État protecteur, le vieillissement démographique, l'usure des partis de gouvernement, la crise des finances publiques.

Par le « populisme patrimonial », on exprime les sentiments populaires de tous ceux qui considèrent que leur village, leur région et leur pays sont les attaches de base pour tout individu, culturellement constitué. Le « populisme patrimonial » nous apparaît emblématique pour les sociétés occidentales qui craignent pour la survie de leur civilisation ; elles sont à la recherche d'une « limite ». À cet égard, Mathieu Baumier (2007) nous dit qu'il n'est du monde que limité, borné, au sens où les Romains l'entendaient, en fixant dans la géographie un *limes*. Il en va de même aujourd'hui : si nous ne sacrifions pas de nouveau un certain nombre de choses, en particulier ce qui touche au vivant, aux racines, à l'éducation ou à la souveraineté, non pas au sens religieux du sacré mais à celui de ce qui est plus important que chacun de nous, de ce qui a la primauté sur nos individualités, alors la limite, et par suite toutes les limites, sont vite franchies. Au-delà, c'est la barbarie.

3.4. Au lieu de conclusion

Cette analyse systémique et symbolique nous permet de voir que tout est lié. Il y a un balancement perpétuel entre les préoccupations individuelles et les préoccupations collectives. Ce qui est « interne » est lié à « l'extérieur ». Ce qui est local dépend du contexte global, lequel a une résonance certaine sur le plan local. Les fractures sont sociales, culturelles, géographiques et symboliques. Dans cette dynamique, le besoin de protectionnisme (financier, matériel et culturel) semble devenir le pendant de la mondialisation, son facteur stabilisateur. Entre autres, le mouvement des « gilets jaunes » est un appel à une ré-moralisation de l'économie, à l'heure des rémunérations astronomiques des dirigeants et d'un accroissement des inégalités.

Le réveil des populismes trouve un terreau fertile, puisqu'ils s'adressent au peuple, en tant que perdant de la mondialisation. Les populismes cristallisent la peur d'être endetté, la peur de l'avenir, la peur de l'étranger. Dans un contexte d'inégalités frappantes, la guerre entre les « élites mondialisées » et le « peuple » est déclarée. Alors que le « peuple » demande plus de protection, les « élites mondialisées » prônent plus de libéralisations. Alors que le salariat demande la santé de l'économie locale et une démocratie de proximité, les élites n'ont que le souci du marché libre. Dans le contexte de domination des multinationales, le populisme du peuple et le populisme patrimonial sont symptomatiques d'une crise plus globale. Comment l'État tiendra la promesse de réduire les inégalités face aux pressions financières des banques? Comment va-t-il protéger le patrimoine civilisationnel, au sens d'un futur en héritage, afin de le transmettre.

Gina Stoiciu

Bibliographie

- Baumier M. 2007. *La démocratie totalitaire*. France. Presses de la Renaissance/Plon.
- Crignon A. 2019. Ce qui est écrit sur le dos des gilets jaunes. *L'observateur*. 30 mars.
- Denault A. 2012. *Faire l'économie de la haine*. France. EcoSociété.
- Dumitru S. 2019. Gilet jaune? La majorité des Français fait partie des 10 % les plus riches au monde. *The Conversation*, 2 février 2019.
- Guylluy C. 2009. *La fin de la classe moyenne occidentale*. France. Flammarion.
- Kempf H. Entrevue avec Bruno Latour. 2019. Les Gilets jaunes sont des migrants de l'intérieur, quittés par leur pays. *Reporterre*, le quotidien de l'Écologie. 16 février 2019.
- Halimi S., Rimbart P., 2019. Lutte de classes en France, *Le monde diplomatique*, février 2019, p 1
- Heather V. et T. O Riordan, 2001. Globalization and Localization in: Tim O Riordan, *Globalism, Localism and Identity*, London, Earthscan Publications, p 37.

Ces nouvelles élites sont les personnes qui se situent dans les 20 % supérieurs en terme de revenus. Ils se considèrent des citoyens du monde. Cette classe transnationale ne vit pas en proximité spatiale, politique et sociale comme leurs concitoyens.

- Lasch C. 1996. *La revolte des élites et la trahison de la démocratie*. France Climats.
- Maffesoli M., 1991. *Le Temps des tribus*. France, Le Livre de Poche.
- Michaud Y. 2016. *Contre la bienveillance*. France. Stock.
- Morin E. 1968. Pour une sociologie de la crise. Dans *Communications*. N° 12: mai 1968, p 2-16.
- Noiriel G. 2018. *Histoire populaire de la France*. Agone.
- Piciller E. 2019. Le peuple légendaire. Dans *Le Monde Diplomatique*, mars 2019.
- Pudal B. 2019. Une philosophie du mépris. Dans *Le Monde Diplomatique*, mars 2019, p. 2.
- Reynié D. 2013. *Les Nouveaux Populismes*. France. Pluriel Fayard.
- Rouban L. 2019. Les gilets jaunes, une transition populiste. *The conversation*, january 28.
- Wilson E. 2013. *La Conquête sociale de la terre*. France, Flammarion
- Consultation on line:**
- Base des données Eurostat. www.ec.europa.eu/eurostat/fr/data
- fr.wikipedia.org/wiki/mouvement_des_gilets_jaunes.
- La lettre du Président Emmanuel Macron aux Français. www.nouvelobs.com/politique/2019.0113.OBS8401.
- Poissenot Claude: Le gouvernement face aux « Gilets jaunes ». www.la.tribune.fr/opinions/tribunes, p. 7.